Section VIII. Formulaires contractuels et Annexes

**Table des matières**

[1. Modèle de Lettre d’acceptation 2](#_Toc165402588)

[2. Modèle d’accord contractuel 3](#_Toc165402589)

[3. Annexe A : Dispositions complémentaires 5](#_Toc165402590)

[4. Annexe B : Appendice de l’Offre 6](#_Toc165402591)

[5. Annexe C : Formulaire de certificat d’observation des sanctions 7](#_Toc165402592)

[6. Annexe D : PS-2 Formulaire d'auto-certification 16](#_Toc165402593)

[7. Annexe E : Formulaire de certification du Code d'éthique et de conduite professionnelle 18](#_Toc165402594)

[8. Annexe F : Formulaire de Déclaration des Bénéficiaires Effectifs Ultimes (BEU) 20](#_Toc165402595)

[9. Annexe G1 : Modèle de garantie d’exécution (garantie bancaire) 25](#_Toc165402596)

[10. Annexe G2 : Modèle de garantie bancaire de restitution de Paiement anticipé 27](#_Toc165402597)

[11. Annexe G3 : Modèle de Garantie de Retenue de garantie 28](#_Toc165402598)

1. Modèle de Lettre d’acceptation

**[papier à en-tête du Maître d’ouvrage]**

[date]

À : **[insérer le nom et l’adresse de l’Offrant retenu]**

La présente lettre a pour but de vous informer que l’Offre que vous avez soumise en date du **[insérer la date]** pour l’exécution du **[insérer le nom du Contrat et son numéro d’identification, tel que prévu dans le Dossier d’appel d’offres]** pour le Montant contractuel accepté équivalent à **[insérer le montant en chiffres et en lettres] [insérer la monnaie]**, tel que corrigé et modifié conformément aux Instructions aux Offrants, a été acceptée par le Maître d’ouvrage.

Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la présente Lettre d'acceptation et de l'Accord contractuel ci-joint, vous êtes invité à

1. signer et renvoyer l'accord contractuel ci-joint ;
2. remplir et renvoyer le Formulaire de certificat d’observation des sanctions figurant à la Section VIII. Formulaires contractuels et Annexes ;
3. remplir et renvoyer le Formulaire d'auto-certification PS-2 pour les Entrepreneurs ; et
4. transmettre la Garantie d'exécution conformément aux Conditions Générales du Contrat, en utilisant à cette fin le Formulaire de Garantie bancaire d'exécution figurant à la Section VIII. Formulaires contractuels et Annexes et un autre formulaire jugé acceptable par le Maître d’ouvrage.

Signataire autorisé :

Nom et titre du signataire :

[insérer le nom exact du Maître d’ouvrage]

Pièce jointe : Accord contractuel

1. Modèle d’accord contractuel

**ACCORD CONTRACTUEL**

LE PRÉSENT ACCORD CONTRACTUEL est conclu ce jour, le 20

Entre

(ci-après désigné « le Maître d’ouvrage ») d’une part et

(ci-après désigné « l’Entrepreneur »), d’autre part.

ATTENDU QUE la Millennium Challenge Corporation et le Gouvernement de/du/des [**insérer le pays**] ont conclu un Compact en vue d’une assistance au titre du Millennium Challenge Account d’un montant d’environ [**insérer le montant**] USD (« Financement de la MCC ») afin de contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au/en/aux [**insérer le pays**].

ATTENDU QUE le Gouvernement, agissant par l’intermédiaire du Maître d’ouvrage, entend utiliser une partie du Financement de la MCC pour effectuer des paiements autorisés en vertu du Contrat.

ATTENDU QUE les clauses du Contrat, notamment tous les paiements versés par le Maître d’ouvrage seront soumis, à tous égards, y compris les restrictions sur l’utilisation du Financement MCC, aux termes et conditions du Compact et des documents connexes.

ATTENDU QU’aucune partie autre que le Gouvernement, le Maître d’ouvrage et la MCC ne peut tirer aucun droit du Compact ou avoir des droits sur le produit du Financement de la MCC.

ATTENDU QUE le Maître d’ouvrage souhaite que certains Travaux soient exécutés par l’Entrepreneur, à savoir , et qu’il a accepté l’Offre de l’Entrepreneur pour l’exécution et la réalisation desdits Travaux, ainsi que la rectification de toute malfaçon y afférente, le cas échéant.

PAR CONSÉQUENT, LE PRÉSENT ACCORD CONTRACTUEL ATTESTE ce qui suit :

1. Dans le présent Accord contractuel, les termes et expressions ont la signification qui leur est respectivement donnée dans le Contrat.

2. Les documents identifiés dans les Conditions Générales du Contrat et des Conditions Particulières du Contrat sont réputés faire partie intégrante du Contrat et doivent être lus et interprétés comme faisant partie intégrante dudit Contrat, et l’ordre de priorité desdits documents est tel que prévu dans la clause.

3. En contrepartie des paiements à effectuer par le Maître d’ouvrage à l’Entrepreneur, tel qu’énoncé dans le Contrat, l’Entrepreneur convient par les présentes avec le Maître d’ouvrage d’exécuter les Travaux et de corriger les malfaçons conformément, à tous égards, aux dispositions du Contrat.

4. Le Maître d’ouvrage s’engage par les présentes à payer à l’Entrepreneur en contrepartie de l’exécution et de la réalisation des Travaux, ainsi que pour la correction de tous vices éventuels en liaison avec lesdits Travaux, le Prix d'adjudication ou toute autre somme pouvant devenir payable en vertu des dispositions du Contrat au moment et de la manière prévus par le Contrat.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont fait signer le présent Accord contractuel le jour et l’année susmentionnés.

Le Sceau officiel de a été apposé en conséquence en présence de :

 ou

Signé, scellé et remis par

En présence de :

Signature engageant le Maître d’ouvrage

Signature liant l’Entrepreneur

1. Annexe A : Dispositions complémentaires

*[Les dispositions complémentaires du Contrat sont disponibles sur le site web de la MCC à l’adresse :* [*https://www.mcc.gov/resources/doc/annex-of-general-provisions*](https://www.mcc.gov/resources/doc/annex-of-general-provisions)

*Note : Ces stipulations doivent être imprimées et jointes au Contrat avant sa signature.]*

1. Annexe B : Appendice de l’Offre[[1]](#footnote-2)

*[Les Conditions Particulières du Contrat ci-après, y compris l’Annexe A et l’Annexe B, viennent compléter les Conditions Générales du Contrat. En cas de contradiction, les dispositions des présentes Conditions Particulières du Contrat, y compris l’Annexe A et l’Annexe B, l’emportent sur celles des Conditions Générales du Contrat.]*

1. Annexe C : Formulaire de certificat d’observation des sanctions

*[Conformément à la clause G des Dispositions complémentaires de l'annexe A du Contrat, ce formulaire doit être rempli par l’Offrant dès la soumission de l’Offre et, si celle-ci est retenue, par l’Entrepreneur dans un premier temps, dans les 28 jours suivant la réception de la Lettre d'acceptation et de l'Accord contractuel, puis le dernier jour ouvrable précédant le dernier jour de chaque trimestre (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) après la signature d'un Contrat financé par la MCC[[2]](#footnote-3), pour la durée du Contrat.*

*Le formulaire doit être soumis à l'Agent de Passation de Marchés de l'Entité Responsable au moment de la soumission de l’Offre, et à l’Agent financier de l’Entité Responsable par la suite [insérer le courrier électronique de l'Agent de Passation de Marchés de l'Entité Responsable et de l’Agent financier de l’Entité Responsable] et un exemplaire envoyé à la MCC à l'adresse suivante :* *sanctionscompliance@mcc.gov**.*

*Pour éviter toute ambiguïté, le fait de signaler la fourniture d’une aide ou de ressources substantielles (telles que définies ci-dessous) à un individu ou une entité figurant sur les listes énumérées n’entraînera pas nécessairement la disqualification d’un Offrant ou l’annulation du Contrat. Toutefois,* ***le défaut de*** *signaler la fourniture d’une telle aide ou de telles ressources ou toute autre fausse déclaration substantielle de nature similaire, qu’elle soit intentionnelle ou non, constitue un motif de disqualification de l’Offrant ou d’annulation du Contrat, et peut exposer l'Offrant ou l’Entrepreneur en question à des actions pénales, civiles ou administratives, conformément à la législation américaine.]*

**Les instructions sur la façon de remplir ce formulaire sont fournies ci-dessous.**

**Dénomination sociale complète de l'Offrant/Entrepreneur : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom complet et numéro du Contrat : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Entité Responsable avec laquelle le Contrat est signé : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

|  |
| --- |
| TOUS LES OFFRANTS/ENTREPRENEURS DOIVENT COCHER LA CASE APPROPRIÉE CI-DESSOUS :* Toutes les vérifications d’éligibilité ont été effectuées conformément à l’**Annexe A «  Dispositions complémentaires », paragraphe G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et autres restrictions »**, et l'Offrant ou l’Entrepreneur certifie par la présente ce qui suit :
	+ aucun résultat défavorable ou négatif n’a été obtenu à la suite de ces vérifications d’éligibilité ; et
	+ Pour autant qu'il le sache, l'Offrant ou l'Entrepreneur n'a fourni, à aucun moment au cours des dix dernières années ou actuellement, un soutien ou des ressources substantiels (y compris, sans limitation, un Financement MCC), directement ou indirectement, ou n'a pas permis qu'un financement (y compris, sans limitation, un Financement MCC[[3]](#footnote-4)) soit transféré à un individu, société ou autre entité dont l'Offrant ou l'Entrepreneur savait, ou avait des raisons de savoir, qu'elle commet, tente de commettre, préconise ou facilite une activité terroriste ou y participe, ou qu'elle a commis, tenté de commettre, préconisé ou facilité une activité terroriste ou y a participé, y compris, mais sans s'y limiter, les personnes et entités figurant sur les listes énumérées ci-dessous (y compris l'Offrant ou l'Entrepreneur lui-même).

**OU*** Toutes les vérifications d’éligibilité ont été effectuées conformément à l’**Annexe A « Dispositions complémentaires », paragraphe G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et autres restrictions »**, et l'Offrant ou l’Entrepreneur certifie par la présente que les résultats défavorables ou négatifs suivants ont été obtenus à l’issue de ces vérifications d’éligibilité (des informations doivent être fournies pour chaque résultat conformément aux instructions figurant dans le présent formulaire) :
* le nom de la personne, de la société ou autre entité :
* Source(s) auprès de laquelle/desquelles l’éligibilité a été vérifiée, si l’individu, la société ou l’entité ont été déclarés inéligibles :
* Poste (s’il s’agit d’un individu), ou biens ou services fournis (s’il s’agit d’une société ou autre entité):
* Valeur estimative des travaux exécutés à la date de certification :
* Une description de l’aide fournie et les circonstances dans lesquelles elle a été fournie :
 |

Je certifie par les présentes que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts et sincères à tous égards importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse déclaration ou omission de fournir les informations demandées dans ce certificat peut être considérée comme une « manœuvre frauduleuse » aux fins des Instructions aux Offrants ou du Contrat, des Politique et Directives relatives à la passation des marchés de la MCC et d’autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la Politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de la MCC.

**Signataire autorisé : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom du signataire en caractères d’imprimerie : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**INSTRUCTIONS POUR REMPLIR LE FORMULAIRE DE CERTIFICAT D’OBSERVATION DES SANCTIONS :**

L'Offrant ou l’Entrepreneur doit exécuter les procédures suivantes pour vérifier l'admissibilité des entreprises, du personnel clé, des sous-traitants, des vendeurs, des fournisseurs et des bénéficiaires de financements, conformément aux dispositions de l’**Annexe A « Dispositions supplémentaires », paragraphe G « Respect de la législation sur le financement du terrorisme et autres restrictions »**, qui sont reprises ci-dessous pour plus de commodité.

Au vu des résultats de ces vérifications d’éligibilité, l'Offrant ou l’Entrepreneur doit fournir la certification correspondante dans le formulaire de certification ci-joint. Noter qu’aux fins de cette certification, les Offrants ou les Entrepreneurs ne sont tenus d’accompagner leur formulaire de certification par une documentation détaillée sur les vérifications d’éligibilité que si l'Offrant ou l’Entrepreneur identifie des résultats défavorables ou négatifs. Dans le cas contraire, les Offrants ou les Entrepreneurs sont libres de marquer le formulaire de certification en conséquence et de le soumettre au destinataire approprié (bien que l'Offrant ou l’Entrepreneur doive tenir des registres conformément aux instructions ci-dessous).

L'Offrant ou l'Entrepreneur doit vérifier que toute personne, société ou autre entité qui a accès ou qui est (ou serait) bénéficiaire d’un Financement MCC, y compris le personnel de l'Offrant ou de l’Entrepreneur, les consultants, Sous-traitants, vendeurs, fournisseurs et bénéficiaires du financement, ne figure pas sur l'un des éléments suivants (ou, dans le cas du point n° 8 ci-dessous, n'est pas ressortissant d'un pays figurant sur cette liste, ni associé à celui-ci) :

1. Liste des entités exclues du Système de gestion des marchés publics - <https://sam.gov/content/entity-information/>
2. Liste des entités exclues par la Banque mondiale - <https://www.worldbank.org/debarr>
3. Trésor américain, Bureau du contrôle des actifs à l’étranger, Liste des ressortissants spécialement désignés - <https://sanctionssearch.ofac.treas.gov/>
4. Département du commerce des États-Unis, Bureau de l’industrie et de la sécurité, Liste des personnes exclues - <https://www.bis.doc.gov/index.php/the-denied-persons-list>
5. Département d’État américain, Direction de contrôle du commerce des produits de défense, Liste d’exclusion de l’AECA - <https://www.pmddtc.state.gov/ddtc_public?id=ddtc_kb_article_page&sys_id=c22d1833dbb8d300d0a370131f9619f0>
6. Département d’État américain, Liste des organisations terroristes étrangères (FTO) - <https://www.state.gov/foreign-terrorist-organizations/>
7. Département d’État américain, Décret présidentiel n° 13224 - <https://www.state.gov/executive-order-13224/>
8. Liste des États parrainant le terrorisme établie par les États-Unis - <https://www.state.gov/state-sponsors-of-terrorism/>

En plus de ces listes, avant de fournir un soutien matériel ou des ressources à une personne ou à une entité, l'Offrant ou l’Entrepreneur tiendra également compte de tous les renseignements concernant cette personne ou entité dont il a connaissance et de tous les renseignements publics dont il a raisonnablement la connaissance ou dont il devrait avoir connaissance.

La documentation du processus prend deux formes. L’Offrant ou l’Entrepreneur doit préparer un tableau répertoriant chaque membre du personnel, consultant, sous-traitant, vendeur, fournisseur et bénéficiaire intervenant dans le Contrat, conformément au tableau qui figure ci-dessous.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Date de vérification |  |
| Nom | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | Éligible (O/N) |
| Liste des entités exclues du SAM | Liste des personnes exclues par la Banque mondiale | Liste SDN | Liste des personnes exclues | Liste des personnes exclues par l’AECA | Liste FTO | Décret 13224 |
| Offrant/Entrepreneur (l’entreprise elle-même) |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Membre du personnel n° 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Membre du personnel n°2 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Consultant n°1 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Consultant n°2 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sous-traitant n° 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sous-traitant n°2 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Vendeur n°1 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Fournisseur n°1 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Crédit-bailleur n° 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |

L’Offrant ou l’Entrepreneur doit indiquer la date à laquelle la recherche a été effectuée auprès de chaque source de vérification de l’éligibilité, et déterminer si le membre du personnel, le consultant, le sous-traitant, le vendeur, le fournisseur ou le bénéficiaire est éligible, c’est-à-dire qu’il n’est inscrit sur la liste d’aucune des sources de vérification de l’éligibilité.

De plus, étant donné que 1. la Liste des entités exclues du SAM, 3. la Liste SDN et 5. La Liste des personnes exclues par l’AECA est constituée de bases de données consultables qui renvoient une page de résultats de recherche positifs ou négatifs à la soumission d’un nom à rechercher, afin de documenter l’éligibilité, l’Offrant ou l’Entrepreneur devrait imprimer et conserver pour chaque membre du personnel, consultant, sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire du financement la page des résultats de recherche pour chaque source de vérification de l’éligibilité, qui devrait se lire *« Exclusion active ? Non »* ou *« Aucune donnée trouvée ».* (en ce qui concerne le SAM)), *« Votre recherche n’a donné aucun résultat. »* (en ce qui concerne la Liste SDN) ou *« Aucune donnée trouvée dans la rubrique des Personnes exclues par la loi en utilisant ce filtre »* ou *« Aucune donnée trouvée dans la rubrique des Personnes exclues par l’administration en utilisant ce filtre »* (en ce qui concerne la Liste des personnes exclues par l’AECA). En ce qui concerne 2. Liste des personnes exclues par la Banque mondiale, le Tableau 1 : Cabinets et personnes frappés d’exclusion et d’exclusion croisée affichera un champ vide indiquant qu’aucune donnée correspondante n’a été trouvée. S’agissant de 4. Liste des personnes exclues, 6. Liste FTO et 7. Décret 13224, aucune base de données consultable n’est fournie ; le Consultant examinera donc chaque liste statique et vérifiera qu’elle ne mentionne pas les cabinets ou les personnes identifiés dans le tableau ci-dessus.

Si un ou plusieurs dossiers défavorables ont été trouvés pour une ou plusieurs personnes ou entités, y compris pour l’Offrant ou l’Entrepreneur lui-même, l’Offrant ou l’Entrepreneur doit effectuer des recherches supplémentaires pour déterminer si le résultat est un « faux positif » (tel qu’une personne dont le nom correspond au nom d’une personne figurant sur une liste de sanctions, mais qui est une personne différente). S’il s’agit d’un faux positif, l’Offrant ou l’Entrepreneur marquera le membre du personnel, l’Entrepreneur, le sous-traitant, le vendeur, le fournisseur ou le bénéficiaire comme éligible, et conservera le résultat de la recherche qui confirme son éligibilité.

Si le résultat de la recherche montre qu’un des membres du personnel, consultants, sous-traitants, vendeurs, fournisseurs de l’Offrant ou de l’Entrepreneur ou un des bénéficiaires est inéligible à ce stade, l'Entité Responsable déterminera s'il est possible dans les circonstances d'autoriser l’Offrant ou l’Entrepreneur à procéder à un remplacement. Cette décision sera prise au cas par cas et devra être approuvée par la MCC, indépendamment de la valeur estimative du contrat envisagé.

En outre, conformément aux *Politique et Directives relatives à la Passation des marchés de la MCC*, l'Offrant ou l’Entrepreneur doit s’assurer que le Financement MCC n’est pas utilisé pour l’acquisition de biens ou de services auprès d’un pays ou d’un cabinet qui est constitué, basé ou qui exerce une partie importante de ses activités dans un pays, soumis à des sanctions ou à des restrictions en vertu de la loi ou de la politique des États-Unis, y compris dans les pays désignés par les États-Unis comme soutenant le terrorisme (<https://www.state.gov/state-sponsors-of-terrorism/>).

L’Offrant ou l’Entrepreneur conserve tous ces documents qui font partie de l’ensemble du dossier du Contrat tout au long de la durée du Contrat, et après l’achèvement du Contrat pour une période ultérieure telle que visée aux stipulations du Contrat (généralement cinq ans après la date d’achèvement du Programme Compact ou du Programme de seuil). L’accès à ces documents doit être fourni à l’Entité Responsable, à la MCC ou à leurs représentants conformément aux dispositions d’accès du Contrat, et au Bureau de l’Inspecteur général de l’USAID (responsable de la supervision des opérations de la MCC), sur demande.

**Annexe A « Dispositions complémentaires », Paragraphe G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, et autres restrictions »**

1. La Partie au Contrat s’engage à ne fournir directement ou indirectement d’aide ou de ressources substantielles (tel que défini ci-dessous), ni à permettre sciemment que des fonds de la MCC soient versés à une personne, entreprise ou autre entité connue par lui, ou qu’il est supposé connaître comme étant l’auteur d’actes, de tentatives ou d’encouragement d’actes terroristes, en tant que facilitateur, participant ou personne préconisant des actes terroristes, y compris, à titre indicatif et non limitatif, à des personnes ou entités figurant i) sur la liste de référence des Ressortissants spécialement désignés et des personnes sous embargo, tenue à jour par le Bureau du département du Trésor américain chargé du contrôle des actifs à l’étranger, cette liste étant disponible à l’adresse [www.treas.gov/offices/enforcement/ofac](http://www.treas.gov/offices/enforcement/ofac), ii) sur la liste consolidée des personnes et des entités tenue à jour par le « Comité 1267 » du Conseil de Sécurité des Nations Unies ; iii) sur la liste tenue à jour sur le site [www.sam.gov](http://www.sam.gov), ou sur toute autre liste que l’Entité Responsable pourra, en toute circonstance, demander.

Aux fins de la présente disposition :

1. « Aide et ressources substantielles » comprend les devises, les instruments monétaires ou financiers, services financiers, logement, formation, conseil ou assistance d’expert, hébergement, faux documents ou fausse identité, matériel de télécommunication, installations, armes, substances mortelles, explosifs, personnel, moyens de transport et autres biens corporels, à l’exception des médicaments et des articles religieux ;
2. « formation » désigne un enseignement conçu pour conférer une compétence particulière, par opposition à des connaissances générales ;
3. d) « conseil ou assistance d’experts » désigne les conseils ou l’assistance découlant de connaissances scientifiques, techniques ou autres connaissances spécialisées ;
4. La Partie au Contrat s’assure que ses activités au titre du présent Accord sont conformes à toutes les lois, réglementations et décrets des États-Unis relatifs à la lutte contre le blanchiment d’argent, le financement des activités terroristes, aux lois pénales des États-Unis, aux pratiques commerciales restrictives, aux boycotts, et à toutes autres sanctions économiques, promulgués le cas échéant par voie législative, par décret, par arrêté ou par voie de règlement, ou tels qu’ils sont appliqués par le Bureau du Département du Trésor des États-Unis chargé du contrôle des actifs à l’étranger ou toute autorité gouvernementale qui lui succède, y compris aux articles suivants de la loi : 18 U.S.C. Section 1956, 18 U.S.C. Section 1957, 18 U.S.C. Section 2339A, 18 U.S.C. Section 2339B, 18 U.S.C. Section 2339C, 18 U.S.C. Section 981, 18 U.S.C. Section 982, au Décret 13224, au règlement 15 C.F.R. Partie 760 et les programmes de sanctions économiques énumérés au Règlement 31 C.F.R. Parties 500 à 598 et doit veiller à ce que ses activités au titre du Contrat soient conformes aux politiques et procédures de surveillance des opérations dans le but de garantir la conformité, telles qu’elles peuvent être établies de temps à autre par la MCC, l’Entité Responsable, l’Agent financier ou la Banque, selon le cas. La Partie au Contrat doit procéder à des vérifications, ou faire procéder à des vérifications appropriées sur toute personne physique, morale ou autre entité ayant accès à des fonds ou recevant des fonds, laquelle vérification doit être effectuée conformément aux procédures énoncées dans les Politique et Directives relatives à la Passation des marchés de la MCC (vérification de l’éligibilité) qui peuvent être consultées sur le site Web de la MCC à l’adresse www.mcc.gov. La Partie au Contrat A) effectue le contrôle visé au présent paragraphe au moins une fois par trimestre, ou dans tout autre délai raisonnable que l'Entité Responsable ou la MCC pourrait demander de temps à autre et B) remet un rapport de ce contrôle périodique à l'Entité Responsable avec copie à la MCC.
5. La Partie au Contrat est soumise à d’autres restrictions énoncées à la clause 5.4(b) du Compact et relatives au trafic de stupéfiants, au terrorisme, au trafic sexuel, à la prostitution, à la fraude, au crime, à toute mauvaise conduite préjudiciable à la MCC ou à l’Entité Responsable, à toute activité contraire à la sécurité nationale des États-Unis ou à toute autre activité pouvant affecter fortement ou négativement la capacité du Gouvernement ou de toute autre partie à assurer la mise en œuvre effective du Programme, ou de tout autre Projet ou à en garantir la mise en œuvre, ou la mise en œuvre de tout autre Projet, ou à s’acquitter de ses responsabilités ou obligations dans le cadre du Compact ou de tout autre document connexe, ou affectant négativement et fortement les actifs du Programme ou les Comptes autorisés.
6. Annexe D : PS-2 Formulaire d'auto-certification

*[Le formulaire d'auto-certification ci-dessous doit être signé par l’Entrepreneur dans le cadre du Contrat. En vertu de cette auto-certification, l’Entrepreneur déclare n’acheter les biens et les matériaux nécessaires à l’exécution du Contrat (tels que déterminés dans le Devis quantitatif) qu’auprès de fournisseurs qui n’ont pas recours au travail forcé et au travail des enfants, et qui offrent à leur personnel un lieu de travail sûr et hygiénique.]*

\*\*\*

Comme prévu par le Contrat, l’Entrepreneur doit se conformer aux *Normes de performance d’IFC en matière de durabilité sociale et environnementale* concernant les normes et les protections au travail. L’Entrepreneur doit s’assurer que ses Principaux fournisseurs, à savoir toute personne physique ou morale qui fournit des biens ou des matériaux nécessaires à l’exécution du Contrat, n’ont pas recours au travail forcé et au travail des enfants dans le processus de production de ces biens et matériaux, et offrent à leur personnel un lieu de travail sûr et hygiénique.

En conséquence, je certifie qu'en ce qui concerne ce Contrat :

* + je comprends les exigences du Contrat conclu avec le Maître d’ouvrage.
	+ **[Nom de l’Entrepreneur]** s'assurera que toutes les activités entreprises sont effectuées conformément aux normes de performance d’IFC, telles que décrites dans le Contrat.
	+ **[Nom de l’Entrepreneur]** n’a pas et n’aura pas recours au travail forcé ou au travail des enfants, et offre à son personnel un lieu de travail sûr et hygiénique.
	+ **[Nom de l’Entrepreneur]** n’achète pas et n’achètera pas de matériaux ou biens auprès de fournisseurs qui ont recours au travail forcé ou au travail des enfants.
	+ **[Nom de l’Entrepreneur]** n’achètera de matériaux ou de biens qu’auprès de fournisseurs qui offrent à leurs employés un lieu de travail sûr et hygiénique.
	+ **[Nom de l’Entrepreneur]** a mis en place un système en place qui lui permet de surveiller ses fournisseurs, d’identifier tout nouveau risque ou risque émergeant. Ce système permet également à [**Nom de l’Entrepreneur]** de remédier efficacement aux risques.
	+ Lorsqu’il n’est pas possible de remédier à un nouveau risque ou à des incidents, **[Nom de l’Entrepreneur]** s’engage à rompre les liens avec lesdits fournisseurs.

Noter ci-dessous toute exception aux stipulations susmentionnées :

|  |
| --- |
|  |

Je certifie par les présentes que les informations fournies ci-dessus sont exactes et sincères à tous égards importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse déclaration ou omission de fournir les informations demandées dans ce certificat peut être considérée comme une « manœuvre frauduleuse » aux fins du Contrat.

Je confirme que je représente valablement **[Nom de l’Entrepreneur]** et que j’ai le pouvoir légal de signature.

Signataire autorisé : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom du signataire en caractères d’imprimerie :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Annexe E : Formulaire de certification du Code d'éthique et de conduite professionnelle

*[Le présent formulaire doit être rempli par l'Entrepreneur et soumis pour tout Contrat financé par la MCC d'une valeur supérieure à 500 000 Dollars US. Le présent formulaire doit être rempli par l'Entrepreneur et soumis avec l'Accord contractuel signé.*

*Si la certification initiale, présentée avec l'Accord contractuel signé, est que l'Entrepreneur « a adopté et mis en œuvre », il n'est pas nécessaire de présenter d'autres justificatifs, sauf dans le cas des contrats de sous-traitance. Si le certificat initial est que l'Entrepreneur « adoptera et mettra en œuvre », de nouvelles pièces devront être soumises par la suite lorsque l’Entrepreneur « aura adopté et mis en œuvre ».*

*Le formulaire doit être soumis à l'Agent de passation de marchés de l'Entité Responsable* ***[adresse électronique de l'Agent de passation de marchés à insérer ici]****, accompagné d'une copie du code d'éthique et de conduite des affaires de l'Entrepreneur.*

*Si l'Entrepreneur est une coentreprise ou une association, chaque membre de la coentreprise ou de l'association doit remplir et soumettre ce formulaire, ainsi que son Code d'éthique et de conduite professionnelle.]*

**Formulaire de certification du Code d'éthique et de conduite professionnelle**

**Dénomination légale complète de l’Entrepreneur : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom complet et numéro du Contrat : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Dénomination légale complète de l’Entrepreneur : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

Comme il est stipulé dans le Contrat, l'Entrepreneur doit certifier au Maître d’ouvrage/à l'Entité Responsable qu'il adoptera et mettra en œuvre un code d'éthique et de conduite dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant l'adjudication du Contrat. L’Entrepreneur doit également inclure la substance de cette clause dans les accords de sous-traitance d’une valeur de plus de 500 000 Dollars US.

En conséquence, je certifie qu'en ce qui concerne ce contrat :

* + **[Nom de l'Entrepreneur]** a adopté et mis en œuvre un code d’éthique et de conduite, dont une copie est présentée en même temps que le présent formulaire de certification.

OU

* + **[Nom de l'Entrepreneur]** adoptera et mettra en œuvre un code d'éthique et de conduite dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de signature du Contrat. **[Nom de l'Entrepreneur]** soumettra à nouveau cette attestation, accompagnée d'une copie du code d’éthique et de conduite de l'Entrepreneur, lorsque ce code aura été adopté et mis en œuvre.
	+ **[Nom de l’Entrepreneur]** inclura la substance de cette exigence dans tous les contrats de sous-traitance d’une valeur supérieure à 500 000 Dollars US et transmettra toutes les attestations qui en découlent à [Nom du Maître d’ouvrage/de l’Entité Responsable].

Je certifie par les présentes que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts et sincères à tous égards importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse déclaration ou omission de fournir les informations demandées dans ce certificat peut être considérée comme une « manœuvre frauduleuse » aux fins du Contrat conclu entre l’Entrepreneur et le Maître d’ouvrage, des *Politique et Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* et d’autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la *Politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de la MCC.*

**Signataire autorisé : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom du signataire en caractères d’imprimerie : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

1. Annexe F : Formulaire de Déclaration des Bénéficiaires Effectifs Ultimes (BEU)

*SUPPRIMEZ CETTE CASE UNE FOIS QUE VOUS AVEZ REMPLI LE FORMULAIRE*

*Le présent Formulaire de divulgation de la propriété effective (« Formulaire ») doit être rempli par l’Entrepreneur à chaque fois qu'il y a un changement de propriété effective ou à chaque fois que le Maître d'ouvrage le demande. Les informations relatives aux bénéficiaires effectifs ultimes qui doivent être fournies dans le présent formulaire sont à jour à la date de leur transmission.*

*Aux fins du présent formulaire, un Bénéficiaire effectif ultime d'un Offrant est toute personne physique qui détient ou contrôle en dernier ressort l'Offrant du fait qu'elle remplit l'une ou plusieurs des conditions suivantes :*

* *détenir directement ou indirectement 10 % ou plus des actions ;*
* *détenir directement ou indirectement 10 % ou plus des droits de vote ;*
* *avoir directement ou indirectement le droit de nommer la majorité du conseil d'administration ou de l'organe de direction de l’Entrepreneur qui en tient lieu*

*Une personne physique détient directement 10 % ou plus des actions de l'Entrepreneur si les actions sont enregistrées à son nom ou, dans le cas d'actions au porteur, si les actions sont en sa possession. Une personne physique possède indirectement 10 % ou plus des actions de l'Entrepreneur si les actions sont détenues par l'intermédiaire d'une fiducie ou d'une autre société. Par conséquent, l'Entrepreneur doit connaître l'identité des personnes physiques qui détiennent directement ou indirectement les actions de toute personne morale ou fiducie qui détient la totalité ou une partie du capital de l'Entrepreneur, et divulguer l'identité de toute personne physique qui, cumulativement, détient directement ou indirectement 10 % ou plus des actions de l'Entrepreneur. Les mêmes règles s'appliquent pour déterminer si une personne détient 10 % ou plus des droits de vote au sein de l'entreprise de l’Entrepreneur ou le droit de nommer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction qui en tient lieu.*

*Exemple de détention indirecte de 10 % des actions de l'Entrepreneur : M. et Mme X détiennent chacun 50 % des actions de la société A. La société A détient à son tour 20 % des actions de l’Entrepreneur. M. et Mme X détiennent chacun 10 % du capital de l’Entrepreneur, et le nom de chacun d'entre eux doit être indiqué sur le formulaire.*

**N° de référence du marché :** [*insérer le numéro de référence du marché*]

À : **[*insérer la dénomination complète de l’Entité Responsable*]**

*[choisissez parmi les options une seule qui s'applique à vous et supprimez les autres]*

i) nous fournissons par la présente les renseignements suivants sur les bénéficiaires effectifs ultimes.

Renseignements concernant les bénéficiaires effectifs ultimes

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Identité du bénéficiaire effectifs ultime | détenir directement ou indirectement 10 % ou plus des actions ;(Oui / Non) | détenir directement ou indirectement 10 % ou plus des droits de vote ;(Oui / Non) | avoir directement ou indirectement le droit de nommer la majorité du conseil d'administration ou de l'organe de direction de l’Entrepreneur qui en tient lieu(Oui / Non) |
| *[inclure le nom complet (nom de famille, deuxième prénom, premier prénom), la (les) nationalité(s), l'adresse actuelle du domicile et du lieu de travail, l'adresse électronique]* |  |  |  |

***OU***

*ii) nous déclarons qu'il n'y a en notre sein aucune personne répondant à l'une ou plusieurs des conditions suivantes :*

* + détenir directement ou indirectement 10 % ou plus des actions ;
	+ détenir directement ou indirectement 10 % ou plus des droits de vote ;
	+ avoir directement ou indirectement le droit de nommer la majorité du conseil d'administration ou de l'organe de direction de l’Entrepreneur qui en tient lieu

OU

1. *nous déclarons ne pas être en mesure d'identifier une personne répondant à une ou plusieurs des conditions suivantes. [Si cette option est choisie, l’Entrepreneur doit expliquer pourquoi il n'est pas en mesure d'identifier un bénéficiaire effectif ultime.]*
	* détenir directement ou indirectement 10 % ou plus des actions ;
	* détenir directement ou indirectement 10 % ou plus des droits de vote ;
	* avoir directement ou indirectement le droit de nommer la majorité du conseil d'administration ou de l'organe de direction de l’Entrepreneur qui en tient lieu

OU

iv) nous déclarons être une société à capitaux publics cotée sur les bourses de New York, des États-Unis, du NASDAQ, de Londres, de Tokyo ou d'Euronext, sous le symbole boursier suivant : [Insérer le symbole boursier].

**En outre, nous joignons un graphique décrivant la structure de l'actionnariat de l'entreprise, notamment les pourcentages de participation, si des entités ou des dispositifs juridiques - tels que des sociétés, des fiducies, des fondations, etc. - existent entre l’Entrepreneur et les Bénéficiaires effectifs ultimes dans la structure de l'actionnariat de l'entreprise.**

Nous reconnaissons que l'Entité Responsable peut utiliser ces informations pour vérifier si des Bénéficiaires effectifs ultimes sont sous le coup d'une sanction du gouvernement des États-Unis ou des Institutions financières internationales.[[4]](#footnote-5), et pour vérifier si des Bénéficiaires effectifs ultimes présentent un conflit d'intérêt tel que décrit dans les Politique et Directives relatives à la passation des marchés de la MCC. Nous reconnaissons que le fait de ne pas fournir ce formulaire ou de fournir de fausses informations sur ce formulaire peut constituer un motif de résiliation du Contrat. Nous reconnaissons également que nous serons tenus de fournir à l'Entité Responsable un nouveau BEU en cas de changement au niveau des bénéficiaires effectifs ultimes pendant la durée de tout Contrat. Nous reconnaissons que l'Entité Responsable se réserve le droit de demander une mise à jour du BEU, ou des documents permettant d'établir les bénéficiaires effectifs ultimes, à tout moment pendant la durée du Contrat. Nous reconnaissons également que l'Entité Responsable se réserve le droit de résilier le Contrat si elle décide qu'un bénéficiaire effectif ultime est inacceptable en raison de sanctions ou d'un conflit d'intérêts irrémédiable.

Déclaration de renonciation au droit à la protection des données à caractère personnel : Les informations et les documents fournis seront utilisés par l'Entité Responsable, l'Agent de Passation de Marchés de l'Entité Responsable et la MCC pour les motifs décrits ci-dessus. Les informations et les documents peuvent être partagés avec le Bureau de l'inspecteur général (OIG) de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), qui fait office d'OIG pour la MCC, ou avec d'autres organismes chargés de l'application de la loi, si la demande en est faite par le biais de protocoles appropriés. L'Entrepreneur consent à la collecte, au stockage, à l'accès, à l'utilisation, au traitement et au transfert de ces données par et entre ces entités, et renonce volontairement à toute disposition de toute loi locale, nationale ou supranationale, telle que, sans limitation, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne et les lois nationales adoptées en réponse à celui-ci, ou les lois d'effet similaire dans d'autres juridictions, qui interdiraient ou réglementeraient autrement cet accès, ce traitement et ce transfert.

**Nom de l’Entrepreneur** : \*[*insérer la dénomination complète de l’Entrepreneur*]

**Nom de la personne dûment autorisée à signer l'Offre au nom de l’Entrepreneur :** \*\*[*insérer le nom complet de la personne dûment autorisée à signer*]

**Titre de la personne signant l’Offre :** [*insérer le titre complet de la personne signant l’Offre*]

**Signature de la personne nommée ci-dessus :** [*insérer la signature de la personne dont le nom et la qualité figurent ci-dessus*]

**Date de signature** [*insérer la date de signature*] [*insérer le mois*], [*insérer l'année*]

\* Si l'Offrant est une coentreprise, chaque référence à « Offrant » dans le Formulaire de déclaration des bénéficiaires effectifs ultimes doit être interprétée comme faisant référence au membre de la coentreprise.

\*\* La procuration doit être jointe.

**Annexe G : Garanties**

**Modèles de** **Garantie d’exécution,**

**Garantie de restitution de paiement anticipé**

**et de Garantie de Retenue de garantie**

*[Des modèles de formulaires de Garantie d’exécution, de Garantie de restitution de paiement anticipé et de garantie de retenue de garantie acceptables sont présentés ci-après. Les Offrants ne doivent pas encore remplir ces formulaires. Seul l’Offrant retenu doit fournir une Garantie d’exécution et une garantie de paiement anticipé conformément aux modèles ou dans des formats similaires jugés acceptables par le Maître d’ouvrage.]*

1. Annexe G1 : Modèle de garantie d’exécution (garantie bancaire)

**[Nom de la banque et adresse de l’agence ou de la succursale qui délivre la Garantie]**

**Bénéficiaire : [Nom et Adresse du Maître d’ouvrage]**

**Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**GARANTIE D’EXÉCTION N° : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

Nous avons été informés que [**insérer le nom de l’Entrepreneur**] (ci-après dénommé « l’Entrepreneur ») a conclu avec vous le Contrat N° [**insérer le numéro de référence du Contrat**] en date du [**insérer la date**] pour l’exécution de [**insérer le nom du Contrat et une brève description des Travaux**] (ci-dessous dénommé le « Contrat »).

De plus, nous comprenons qu’une Garantie d’exécution est exigée en vertu du Contrat.

À la demande de l’Entrepreneur, nous [**nom de la banque**] nous engageons par la présente, irrévocablement, à vous payer, à première demande écrite indiquant que l'Entrepreneur ne respecte pas ses obligations en vertu du Contrat, sans que vous ayez besoin de prouver ou de justifier votre demande ou la somme qui y est indiquée, toutes sommes d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de **[insérer la somme en chiffres]** **[insérer la somme en lettres]**, ladite somme étant payable dans la monnaie dans laquelle le Prix du Contrat est libellé.

Cette garantie expire au plus tard vingt-et-un (21) jours suivant la date de délivrance d’un Certificat d’exécution conformément aux termes du Contrat, selon le calcul basé sur une copie dudit Certificat d’exécution qui sera mis à notre disposition ; ou le \_\_\_\_\_\_ 2\_\_\_, selon la date survenant en premier, à moins que la date précisée ne soit déjà prolongée conformément au paragraphe suivant.

Nous avons appris que vous pouvez demander à l’Entrepreneur de prolonger la période de validité de la présente garantie si le Certificat d’exécution en vertu du Contrat n’a pas été délivré avant la date survenant vingt-huit (28) jours avant la date spécifiée au paragraphe ci-dessus (le \_\_\_\_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_). Nous nous engageons à reporter la date d’expiration de la présente garantie dès que nous aurons reçu, avant la fin de la période de vingt-huit (28) jours, votre demande et votre déclaration écrites selon lesquelles le Certificat d’Exécution n’a pas été délivré et selon lesquelles l’Entrepreneur demeure contraint de fournir la Garantie d’exécution en application des clauses du Contrat.

Toute demande de paiement en vertu de cette garantie doit parvenir à nos bureaux au plus tard à la date d’expiration éventuellement prorogée, ou avant cette date, conformément aux conditions susmentionnées.

**[*La banque émettrice doit supprimer les mentions inutiles*]** Nous confirmons que [nous sommes une institution financière autorisée légalement à fournir cette garantie dans le pays du Bénéficiaire] **[OU]** [nous sommes une institution financière située hors du pays du Bénéficiaire, mais nous avons une institution financière correspondante située dans le pays du Bénéficiaire qui assurera l’exécution de cette garantie. Le nom de notre banque correspondante et nos coordonnées sont les suivants : [indiquer le nom, l’adresse, le numéro de téléphone et l’adresse électronique].

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de commerce internationale relatives aux garanties sur demande, Publication CC n° 758, Révision de 2010, mais l’exigence de déclaration justificative prévue à l’Article 15(a) est expressément exclue par les présentes sauf stipulations contraires susmentionnées.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
**[signature(s)]**

1. Annexe G2 : Modèle de garantie bancaire de restitution de Paiement anticipé

**[Nom de la banque et adresse de l’agence ou de la succursale qui délivre la Garantie]**

**Bénéficiaire : [Nom et Adresse du Maître d’ouvrage]**

**Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**GARANTIE DE RESTITUTION DE PAIEMENT ANTICIPÉ N° : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

Nous avons été informés que [**insérer le nom de l’Entrepreneur**] (ci-après dénommé « l’Entrepreneur ») a conclu avec vous le Contrat n° [**insérer le numéro de référence du Contrat**] en date du [insérer la date] pour l’exécution de [**insérer le nom du Contrat et une brève description des Travaux**] (ci-dessous dénommé le « Contrat »).

De plus, nous comprenons qu’en vertu du Contrat, un Paiement anticipé d’un montant de **[montant en chiffres]** [**montant en toutes lettres**] doit être versé contre une garantie de restitution d’avance.

À la demande de l’Entrepreneur, nous **[insérer le nom de la Banque**] nous engageons par la présente, irrévocablement, à vous payer la somme ou les sommes que vous pourriez réclamer dans la limite de [insérer le montant en chiffres] [insérer le montant en lettres] dès réception par nous de votre première demande écrite, sans que vous ayez à prouver ou à motiver votre demande ou le montant qui y est indiqué.

Toute demande et paiement au titre de la présente garantie est subordonnée à la réception par l’Entrepreneur du paiement anticipé mentionné ci-dessus dans son compte portant le numéro \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ auprès de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ **[insérer le nom de la Banque]**.

Le montant maximum de la garantie est progressivement réduit par déduction du montant du paiement anticipé remboursé par l’Entrepreneur, comme attesté par les relevés bancaires intérimaires ou par les certificats de paiement qui nous seront présentés. Cette garantie expire, au plus tard, dès que nous aurons reçu une copie du Certificat de paiement provisoire indiquant que [\_\_] [ ] pour cent du Prix d'adjudication a fait l’objet de certificats de paiements, ou le \_\_\_\_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_, selon la première de ces deux éventualités. Par conséquent, toute demande de paiement en vertu de la présente garantie doit nous parvenir au plus tard à cette date.

[***La Banque Émettrice doit supprimer les mentions inutiles***] Nous confirmons que [nous sommes une institution financière légalement autorisée à fournir cette garantie dans le pays du Bénéficiaire] **[OU]** [nous sommes une institution financière située à l'extérieur du pays du Bénéficiaire mais avons une institution financière correspondante située dans le pays du Bénéficiaire qui assurera l'applicabilité de cette garantie. Le nom de notre banque correspondante et nos coordonnées sont les suivants : [indiquer le nom, l’adresse, le numéro de téléphone et l’adresse électronique].

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de commerce internationale relatives aux garanties sur demande, Publication CC n° 758, Révision de 2010, mais l’exigence de déclaration justificative prévue à l’Article 15(a) est expressément exclue par les présentes sauf stipulations contraires susmentionnées.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
**[signature(s)]**

1. Annexe G3 : Modèle de Garantie de Retenue de garantie

**[Nom de la banque et adresse de l’agence ou de la succursale qui délivre la Garantie]**

**Bénéficiaire : [Nom et Adresse du Maître d’ouvrage]**

**Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**GARANTIE DE RETENUE DE GARANTIE N° : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

Nous avons été informés que [**insérer le nom de l’Entrepreneur**] (ci-après dénommé « l’Entrepreneur ») a conclu avec vous le Contrat n° [**insérer le numéro de référence du Contrat**] en date du [**insérer la date**] pour l’exécution de [**insérer le nom du Contrat et une brève description des Travaux**] (ci-dessous dénommé le « Contrat »).

De plus, nous comprenons que l’Entrepreneur doit recevoir un paiement anticipé [une partie] de la Retenue de garantie en vertu du Contrat, un tel paiement devant être effectué contre une garantie de retenue de garantie.

À la demande de l’Entrepreneur, nous [**nom de la banque**] nous engageons par la présente, irrévocablement, à vous payer, à première demande écrite indiquant que l'Entrepreneur ne respecte pas ses obligations en vertu du Contrat, sans que vous ayez besoin de prouver ou de justifier votre demande ou la somme qui y est indiquée, toutes sommes d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de **[insérer la somme en chiffres]** **[insérer la somme en lettres]**, ladite somme étant payable dans la monnaie dans laquelle le Prix du Contrat est libellé.

À aucun moment notre responsabilité en vertu de la présente garantie ne saurait dépasser le montant total de la Retenue de garantie fournie à l’Entrepreneur par vos soins, tel que justifié par les notifications que vous aurez signifiées conformément aux conditions du Contrat, avec copie nous étant adressée.

Cette garantie expire au plus tard vingt-et-un (21) jours suivant la date de délivrance d’un Certificat d’exécution conformément aux termes du Contrat, selon le calcul basé sur une copie dudit Certificat d’exécution qui sera mis à notre disposition ; ou le \_\_\_\_\_\_ 20\_\_\_, selon la date survenant en premier, à moins que la date précisée ne soit déjà prolongée conformément au paragraphe suivant.

Nous avons appris que vous pouvez demander à l’Entrepreneur de prolonger la période de validité de la présente garantie si le Certificat d’exécution en vertu du Contrat n’a pas été délivré avant la date survenant vingt-huit (28) jours avant la date spécifiée au paragraphe ci-dessus (le \_\_\_\_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_). Nous nous engageons à reporter la date d’expiration de la présente garantie dès que nous aurons reçu, avant la fin de la période de vingt-huit (28) jours, votre demande et votre déclaration écrites selon lesquelles le Certificat d’exécution n’a pas été délivré et selon lesquelles l’Entrepreneur demeure contraint de fournir la Retenue de garantie en application des clauses du Contrat.

Toute demande de paiement en vertu de cette garantie doit parvenir à nos bureaux au plus tard à la date d’expiration éventuellement prorogée, ou avant cette date, conformément aux conditions susmentionnées.

[***La Banque Émettrice doit supprimer les mentions inutiles***] Nous confirmons que [nous sommes une institution financière légalement autorisée à fournir cette garantie dans le pays du Bénéficiaire] **[OU]** [nous sommes une institution financière située à l'extérieur du pays du Bénéficiaire mais avons une institution financière correspondante située dans le pays du Bénéficiaire qui assurera l'applicabilité de cette garantie. Le nom de notre banque correspondante et nos coordonnées sont les suivants : [indiquer le nom, l’adresse, le numéro de téléphone et l’adresse électronique].

La présente Garantie est soumise aux Règles uniformes relatives aux garanties, Publication 758 de la Chambre de commerce internationale, Révision de 2010, sauf stipulations contraires susmentionnées.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**[Signature(s)]**

1. L'Appendice de l'Offre de l’Offrant retenu, dûment rempli (dont le formulaire est fourni à la Section IV. Formulaires de soumission de l'Offre technique et de l'Offre financière) sont annexés aux Conditions Particulières du Contrat à l'Annexe B. [↑](#footnote-ref-2)
2. « Un « Contrat financé par la MCC » est défini comme un contrat signé par une Entité Responsable ou une équipe centrale, par opposition à un contrat signé par la MCC, conformément aux dispositions des Politique et Directives relatives à la passation des marchés de la MCC, et utilisant un financement fourni par la MCC, par le biais d'un Programme compact, d'un Programme de seuil ou d'un financement en vertu d’un Accord au titre de la clause 609(g). [↑](#footnote-ref-3)
3. « Financement MCC » désigne un financement accordé par la MCC, par l’intermédiaire d’un Programme Compact, d’un Programme de seuil ou d’un financement en vertu d’un Accord au titre de la clause 609(g) [↑](#footnote-ref-4)
4. Banque mondiale, Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque interaméricaine de développement et Banque européenne pour la reconstruction et le développement. [↑](#footnote-ref-5)